

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Une nouvelle carte électorale de l'Empire allemand d'après les élections du Reichstag de 1907

Journal de la société statistique de Paris, tome 48 (1907), p. 258-266

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1907__48__258_0

© Société de statistique de Paris, 1907, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

UNE NOUVELLE CARTE ÉLECTORALE DE L'EMPIRE ALLEMAND

D'APRÈS LES ÉLECTIONS DU REICHSTAG DE 1907

Il y a trois ans à peine, nous avons eu l'honneur de présenter à la Société de statistique une étude sur l'état comparé de la population et de la représentation parlementaire dans l'empire allemand, et nous avons particulièrement en vue les élections au Reichstag de juin 1903. La dissolution de ce dernier Parlement et les récentes élections du nouveau Reichstag en février 1907, nous fournissent l'occasion de revenir sur ce sujet. Nous le faisons volontiers, car il est d'actualité ; mais nous passerons très rapidement sur les considérations générales qui avaient fait partiellement l'objet de notre première étude et nous envisagerons surtout aujourd'hui l'état des partis tel qu'il résulte de la dernière consultation électorale du peuple allemand.

I

LA POPULATION ET LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE

Le trait le plus caractéristique de l'histoire parlementaire contemporaine de l'Allemagne, c'est la disproportion de plus en plus grande que le développement de la population provoque entre la population elle-même et sa représentation au Parlement impérial.

En effet, malgré quelques projets de réformes — assez vagues du reste — le nombre des sièges au Reichstag est demeuré le même, 397, tel qu'il fut fixé par la Constitution de l'Empire en 1871, et on comprend alors quelle énorme inégalité le mouvement de la population crée entre les circonscriptions électorales, les *Wahlkreise*. Leur population moyenne, de 103 000 habitants en 1871, s'élevait en 1903 à 142 000 ; elle est aujourd'hui de 153 000 âmes (152 740 exactement). Son augmentation, en trente-cinq ans, est donc de 48,57 %. Et encore une fois nous pouvons constater la différence, toujours plus profonde, que le développement de la population amène entre les grandes régions de l'Empire telles que les comprend la statistique officielle allemande : l'Est, l'Ouest et le Sud.

En effet, leur représentation parlementaire demeure toujours la même : l'Est avec ses 141 mandats, l'Ouest avec 152 et le Sud avec 204, forment respectivement 35,6, 38,2 et 26,2 % du total du Reichstag. Mais leur proportion à la population totale de l'Empire, qui était de 35,7, 38,5 et 25,8 % en 1871, est aujourd'hui de 36,4, 42,3 et 21,3 %. Plus nous avançons dans le temps, plus la population de l'Ouest surtout industriel s'accuse ; mais si sa représentation parlementaire demeure la même, sa situation politique, en fait, est amoindrie par rapport aux autres régions.

Pour plus de précision, nous donnons plus bas (tableau I) la population moyenne des circonscriptions électorales par régions et États de l'Empire en 1871 et en 1907.

TABLEAU N° I

**Population moyenne des circonscriptions électorales dans l'empire allemand
en 1871 et en 1907**

Provinces et États	Nombre des circonscriptions	Population moyenne par circonscription		Accroissement de 1871-1907
		en 1871	en 1907	
I — Région de l'Est				
Prusse orientale	17	107 230	119 180	11 950
Prusse occidentale	13	101 120	126 300	25 180
Berlin	6	137 660	340 000	202 340
Brandebourg	20	101 850	176 500	74 650
Poméranie	14	108 650	120 300	11 650
Posen	15	105 600	132 400	26 800
Silésie	35	105 630	141 050	35 420
Schleswig-Holstein	10	93 100	150 400	57 300
Mecklembourg-Schwerin	6	92 980	101 160	9 180
Mecklembourg-Strelitz	1	96 980	103 250	6 270
Lubeck	1	52 160	105 860	13 700
Hambourg	3	112 990	291 600	178 610
Total et moyennes	141	105 000	149 300	44 300
II — Région de l'Ouest				
Saxe prussienne	20	105 400	148 900	43 500
Hanovre	19	103 300	145 300	42 000
Westphalie	17	104 400	212 800	108 400
Hesse-Nassau	14	100 000	147 800	47 800
Prusse rhénane	35	102 500	183 850	81 350
Royaume de Saxe	23	111 130	195 750	84 620
Oldenbourg	3	104 000	146 070	42 070
Saxe-Weimar	3	95 330	129 330	34 000
Brunswick	3	104 000	161 900	57 900
Anhalt	2	102 000	164 000	62 000
Saxe-Meiningen	2	94 000	134 420	40 420
Saxe-Cobourg-Gotha	2	87 000	121 150	34 150
Autres petits États (chacun un député) .	8	82 850	106 700	23 850
Brême	1	122 400	263 420	141 020
Total et moyennes	152	102 000	169 080	67 080
III — Région du Sud				
Bavière proprement dite	42	100 850	134 000	33 150
Palatinat bavarois	6	102 500	147 550	45 050
Royaume de Bavière	48	101 100	135 630	34 530
Wurtemberg	17	107 000	135 300	28 300
Bade	14	104 300	143 600	39 300
Hesse-Darmstadt	9	94 660	133 320	38 660
Alsace-Lorraine	15	102 700	120 900	18 200
Hohenzollern	1	65 560	68 100	2 540
Total et moyennes	104	102 000	133 850	31 850
Ensemble	397	103 000	152 740	49 740

Nous venons de dire que la population moyenne des *Wahlkreise* est actuellement de 153 000 habitants environ ; mais tandis que, dans l'ensemble, cette moyenne n'est pas atteinte par les régions de l'Est et du Sud où le taux de la population électorale est de 149 300 et de 138 850, elle est, au contraire, de beaucoup dépassée dans l'Ouest avec une moyenne de 169 000. Si les sièges étaient répartis exactement au prorata de la population, l'Ouest en compterait 169 au lieu de 152, l'Est 138 au lieu de 141 et le Sud 90 seulement au lieu de 104. Dans l'Ouest, le royaume de Saxe devrait avoir 30 sièges au lieu de 23 ; la Prusse rhénane, 42 et non 35. Les deux partis qui bénéficieraient le plus de cette situation sont les conservateurs allemands et le centre catholique, qui ont leur principal contingent, le premier dans l'Est, le centre dans le Sud de l'Empire.

Cette disproportion de la population entre les différentes régions de l'Empire, nous la retrouvons en ce qui concerne le nombre des électeurs. En 1907, comme en 1903, nous constatons d'abord un accroissement considérable de la population électorale, conséquence naturelle de l'augmentation totale de l'Empire. De 1898 à 1903, dans l'espace de cinq ans, la liste électorale de l'Empire s'était accrue de plus d'un million d'unités ; de 1903 à 1906 (soit en trois ans, car l'élection s'est faite sur les listes électorales de 1906), l'augmentation des électeurs inscrits (*Wahlberechtigte*) est de 820 000. Ainsi la population électorale de l'Empire qui n'était guère que de 8 204 000 en 1874 est aujourd'hui de 13 350 000 unités. C'est donc un surplus de 5 147 000 électeurs ou 62,68 %, tandis que dans le même laps de temps la population de l'Empire augmentait de 47,11 %. Cette proportion pourtant déjà considérable est dépassée par l'accroissement de la population adulte mâle (nous rappelons que l'âge électoral en Allemagne est de vingt-cinq ans) et un tel fait n'a pas qu'une importance politique. Dans le tableau suivant (n° II) nous indiquons pour chaque région de l'Empire la population électorale, à des dates diverses depuis 1874.

TABLEAU N° II

Répartition des électeurs dans l'empire allemand de 1874 à 1907

Régions	Population électorale				Sur 100 électeurs de l'Empire, combien dans chaque région ?	Combien d'électeurs par 100 habitants de la région
	en 1874	en 1893	en 1903	en 1907		
Est	2 890 000	3 723 000	4 313 000	4 538 000	33,25	22,03
Ouest	3 200 000	4 263 000	5 276 000	5 821 000	43,60	22,72
Sud	2 114 000	2 642 000	2 922 000	3 091 000	23,15	22,23
Total	8 204 000	10 628 000	12 531 000	13 350 000	100,00	"
Proportion (pour cent) des électeurs à la population totale.	20,00	21,47	22,23	22,03		

Malgré une légère baisse de 1903 à 1907, due vraisemblablement à une recrudescence de l'émigration, la proportion des électeurs à la population totale est en augmentation constante et d'un autre côté, la part prépondérante de l'Ouest s'accroît aussi. Sa proportion dans la population électorale est encore supérieure à son rapport à la population totale de l'Empire (42,28 %) : ce qui s'explique par la plus forte proportion d'adultes que renferme cette région, comme tous les pays d'immigration. Par le même phénomène, le rapport des électeurs à la population totale qui

est de 22,03 % dans l'ensemble, s'élève à 24,50 % à Berlin, et même 25,03 % à Hambourg, tandis qu'il s'abaisse à 20,10 % dans la Prusse orientale, pays où l'émigration diminue nécessairement la population mâle adulte.

Enfin, de 1903 à 1907, comme dans les périodes précédentes, c'est à l'Ouest que nous rencontrons le plus fort accroissement de la population électorale : alors que le surplus est de 5,21 dans l'Est, de 5,78 dans le Sud, il atteint 10,25 % dans l'Ouest. Ici encore s'accuse l'infériorité relative de la représentation parlementaire de l'Ouest, car sa population électorale devrait lui impartir 175 sièges et il n'en possède que 152.

Cette situation politiquement désavantageuse de l'Ouest s'explique par le grand nombre de circonscriptions populeuses qu'il renferme, tandis que les petits *Wahlkreise*, ceux de moins de 100 000 habitants, sont plus nombreux dans les autres régions. En effet, le développement continu de la population, joint au fait que les circonscriptions sont demeurées les mêmes depuis 1871, a provoqué la formation de *Wahlkreise* démesurément peuplés. En 1871, aucune circonscription électorale de l'Empire n'atteignait 200 000 âmes : les plus peuplées étaient celles de Görlitz en Silésie, de Charlottenburg près de Berlin avec 153 000 et 150 000 habitants, de Düsseldorf avec 145 000, etc. En 1903, on comptait 40 *Wahlkreise* de plus de 200 000 âmes dont 9 étaient peuplés de plus de 400 000 habitants. Le premier rang était tenu par Bochum avec 566 000, par la circonscription de Charlottenburg avec 689 000 et la sixième de Berlin (Nord-Ouest) avec 696 000 habitants. C'était seize fois le petit État de Schaumbourg-Lippe qui, avec 45 000 habitants, est le district électoral le plus faible de l'Empire. Ces deux circonscriptions extrêmes comptent exactement pour la même chose dans la députation au Reichstag. Or, sur le total des 40 *Wahlkreise* de plus de 200 000 habitants, l'Ouest en possédait 23 en 1903.

La même constatation peut-être faite pour les agglomérations de plus de 100 000 âmes. L'Empire en compte aujourd'hui 40, formant (Berlin compris) un total de 50 circonscriptions électorales. A elles seules elles renferment 3 394 000 électeurs, soit 25,57 % de l'ensemble des électeurs de l'Empire, tandis qu'elles n'élisent que 12,50 % des membres du Reichstag. Berlin, avec 493 000 électeurs, n'a que six députés ; Hambourg avec 220 000 n'en a que trois. La sixième circonscription de Berlin (Nord-Nord-Ouest), qui fut longtemps celle de Liebknecht, a près de 200 000 électeurs (exactement 195 000) et dans la banlieue Ouest, celle de Teltow-Charlottenburg, où la population s'accroît considérablement, en a 248 000, soit sept fois la population moyenne d'un *Wahlkreis* (33 600 électeurs). Et cependant, malgré la présence dans l'Est des agglomérations de Berlin et Hambourg, c'est encore l'Ouest qui compte le plus d'électeurs dans les circonscriptions renfermant des villes de plus de 100 000 âmes. Sur les 3 394 000 électeurs inscrits dans les *Wahlkreise* de cette catégorie, près de la moitié, 1 626 000, appartiennent à l'Ouest, qui compte, en effet, 24 villes de plus de 100 000 âmes sur les 40 de l'Empire. Par contre, il renferme moins de petites circonscriptions que les autres régions.

En 1903, il y avait 86 *Wahlkreise* peuplés de moins de 100 000 habitants ; sur ce nombre, l'Ouest n'en comptait que 25 ; il y en avait 18 dans le Sud et 43 dans l'Est. Le chiffre de leurs électeurs est aujourd'hui de 1 590 000. Cela ne donne que 11,90 % de la population électorale totale et cependant ces petites circonscriptions comptent pour 21,25 % de la représentation parlementaire. Ici encore l'Ouest subit un désavantage dont bénéficie l'Est et avec cette région le parti conservateur qui s'y recrute de préférence. Au contraire, les *Sozial-Demokraten*, plus nombreux dans les aggro-

mérations urbaines, éprouvent un détrimment par le fait que celles-ci sont insuffisamment représentées.

Tels sont les traits généraux de la situation politique de l'Empire telle qu'elle résulte du développement de la population. Nous allons maintenant l'étudier au point de vue des récentes élections.

II

CARACTÈRE GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DE 1907

Pour comprendre l'état des partis, il est nécessaire de dire un mot de la situation politique au milieu de laquelle ont eu lieu les élections. Une majorité — assez faible, il est vrai — composée des socialistes et du centre, avait, comme on sait, rejeté les crédits coloniaux ; ce fut le prétexte de la dissolution. Nous disons le prétexte, non la cause, car la vraie cause est d'ordre plus général. En réalité, le gouvernement impérial voulait une majorité qui ne fût plus à la merci du centre ou des *Sozial-Demokraten*, une majorité mi-conservatrice, mi-libérale, mais surtout foncièrement protestante, de façon à ramener au gouvernement les masses luthériennes que les faveurs faites aux catholiques risquaient de rejeter vers le socialisme, comme on l'avait vu aux élections de 1903. Il fallait donc que la dissolution fût effectuée contre le centre autant que contre les socialistes, et cette politique a eu un indéniable succès. Sans doute, le centre demeure compact, mais les *Sozial-Demokraten* ont vu réduire considérablement leur effectif, et ce qui confirme notre opinion, c'est que sur les 43 sièges perdus par les socialistes, un seul appartient à une circonscription de majorité catholique (celle de Munich-ville). Les sièges conquis sur les *Sozial-Demokraten* se partagent entre les diverses fractions protestantes gouvernementales : à eux seuls, les nationaux-libéraux en gagnent 16, les progressistes 20. Le reste appartient aux conservateurs (4), à la *Reichspartei* (5), enfin aux démocrates du Sud, à l'Union des paysans, aux antisémites, etc.

Le gouvernement a donc pu, rien que par l'allure donnée à la dissolution, arrêter la défection d'une partie des circonscriptions protestantes. Il a réussi ainsi à constituer une majorité qualifiée de *nationale*, c'est-à-dire indépendante des éléments non pas réfractaires, mais simplement plus ou moins dociles à la politique unitaire. La majorité actuelle représente donc bien l'esprit qui a fait l'Empire et qui le conserve, et dont le fond fut toujours protestant. C'est en faisant appel à ce sentiment, aussi difficile à définir de façon précise que visible et agissant néanmoins, que Bismarck triompha aux élections de 1887 à propos du septennat militaire ; c'est en y faisant appel aussi que son successeur a triomphé aujourd'hui. Contre ses adversaires, le chancelier Bülow a refait l'union du *Cartel*, qui soutint si longtemps Bismarck, comprenant les conservateurs, le parti de l'Empire et les nationaux-libéraux. Mais c'est un cartel agrandi sur la gauche par l'accession des progressistes et des démocrates du Sud, cependant qu'à droite on ne dédaigne pas l'appoint des antisémites.

Telles ont été les conditions de la lutte politique dernière. Quelles ont été leur influence sur les résultats des élections ?

1° *Participation active aux élections.* — Le premier résultat de l'appel fait au peuple allemand a été une participation des plus actives, presque universelle, à la

bataille électorale. Jamais aucune élection au Reichstag n'avait réuni un aussi grand nombre de votants. Dans les onze élections générales précédentes, de 1871 à 1903 inclusivement, la proportion des votants aux électeurs inscrits n'avait jamais atteint 80 %. Le maximum atteint alors (77,01 %) l'avait été aux célèbres élections de 1887 que nous venons de rappeler et où Bismarck joua habilement du spectre de la guerre avec la France; c'était, on le sait, au moment du ministère du général Boulanger et à la veille de l'affaire Schnæbelé. Or, ce maximum est sensiblement dépassé par les récentes élections, où la proportion des votants est de 84,7 % du total des inscrits. Cette proportion est même supérieure à 90 % dans certaines régions, à Brême, à Lubeck, dans les petits États de Thuringe (95 % à Reuss) où la lutte des partis bourgeois contre les socialistes a été particulièrement vive. C'est en Bavière (79,2 %) et à Berlin (77,4 %) que se trouve le minimum des votants, en raison de la prédominance trop manifeste des catholiques et des *Sozial-Demokraten* qui défie presque la lutte. L'extrême minimum (67,9 %) se présente dans la Basse-Bavière où le centre l'emporte sans concurrent sérieux. Une autre région qui nous intéresse tout spécialement, l'Alsace-Lorraine, présente aussi un chiffre de votants élevé (87,3 %). Cela tient sans doute à la lutte des partis bourgeois contre les socialistes, mais aussi à celle des catholiques indigènes contre les divers partis ralliés plus ou moins ouvertement aux partis similaires allemands.

2° *Ce qu'est au juste la victoire du gouvernement.* — Le gouvernement et les partis nationaux, pour employer l'expression du prince de Bülow, sont sortis vainqueurs de cette lutte si vive. Mais qu'est, exactement, cette victoire ? Pour mieux juger de son caractère réel, nous avons dressé le tableau (n° III) des voix et des sièges obtenus en 1903 et en 1907 par les partis gouvernementaux et les partis adverses ou considérés comme tels. Sous la rubrique de groupe gouvernemental, nous rangeons les conservateurs, le parti de l'Empire, les nationaux-libéraux, les progressistes et démocrates du Sud, les antisémites, etc. L'opposition comprend les *Sozial-Demokraten*, le centre, les Polonais, Alsaciens, Danois, Guelfes.

TABLEAU N° III

Les suffrages et les sièges du groupe gouvernemental et de l'opposition au Reichstag en 1903 et 1907

Partis	1903			1907		
	Sièges	Suffrages	Proportion pour 100 voix du total	Sièges	Suffrages	Proportion pour 100 voix du total
Gouvernement . . .	170	3 920 000	42,60	212	5 150 000	45,80
Opposition.	227	5 453 000	57,40	185	6 090 000	54,20

On voit donc que le gouvernement gagne plus de 40 sièges sur 1903 et qu'il a vraiment une majorité indépendante des autres fractions du Reichstag. Ici nous constatons une fois de plus, comme nous le faisons récemment dans une étude sur les élections anglaises, la disproportion entre la force numérique des partis et leur représentation parlementaire. Le gouvernement trouve son avantage à l'existence de petites et moyennes circonscriptions. De 1903 à 1907, le groupe gouvernemental a augmenté de 1 230 000 voix ou de 31,50 %, plus-value sensible si l'on tient compte que depuis vingt ans son recul avait été presque constant. L'opposition le dépasse dans son ensemble de 900 000 suffrages, non plus de 1 million et demi,

comme en 1903. C'est là un grand progrès. De plus, il ne faut pas prendre cette expression de parti gouvernemental au sens littéral du mot ; le centre et même les *Sozial-Demokraten* savent, au moment venu, s'y agréger. Cette masse de 5 150 000 suffrages donnés au gouvernement constitue plutôt le noyau du parti national que ce parti lui-même, et c'est là une force incontestable. Cette force s'accroît encore si l'on considère les progrès réalisés par l'ensemble des partis bourgeois (le centre compris, bien entendu) en face de la régression relative des socialistes. Ces partis obtiennent, *in globo*, 71 % des suffrages exprimés au lieu de 68,2 % en 1903, faible succès en soi, mais important par le fait qu'il est la première contre-offensive de ces partis effectuée depuis trente ans.

Enfin une autre remarque n'est pas inutile à propos des partis dits nationaux, c'est leur recrutement de préférence en Prusse. Sur les 5 150 000 voix réparties entre les diverses fractions du groupe gouvernemental, plus des deux cinquièmes (2 200 000) appartiennent au seul royaume de Prusse. Sur ses 236 députés au Reichstag, 142 se rattachent aux partis nationaux, soit 60,17 %. Si nous considérons les grandes régions de l'Empire, nous voyons que le groupe gouvernemental a obtenu 1 920 000 suffrages dans l'Est, 2 712 000 dans l'Ouest et 518 000 dans le Sud. Dans les deux premières régions, cela représente plus de moitié, soit 50,30 et 55,08 % des suffrages exprimés, seulement 20,70 % dans le Sud. L'Est et l'Ouest, en effet, appartiennent en majorité à la monarchie prussienne et à la religion protestante, malgré l'importance des pays catholiques du Rhin et de Westphalie, tandis que dans le Sud, la Prusse ne possède directement que le Hohenzollern et la majorité de la population y est catholique.

III

ÉTAT DES PARTIS

A) LES PARTIS DITS DE GOUVERNEMENT

1° *Les conservateurs et le parti de l'Empire.* — D'abord, les partis du nouveau cartel, les gouvernementaux et, au premier rang parmi eux, les conservateurs et le parti de l'Empire. Ces deux partis, dont les programmes sont presque identiques, et qui forment essentiellement la droite gouvernementale, ont obtenu 1 531 000 suffrages, dont plus des deux tiers (1 060 000) reviennent aux *Deutsch-Konservative*. C'est le chiffre le plus élevé que ces deux partis aient atteint — globalement — depuis 1887 : leur total était alors de 1 883 000 voix. Depuis, il avait baissé, et le contingent n'était plus que de 1 282 000 en 1903. Les dernières élections marquent donc un relèvement sensible de ces deux partis ; mais la *Reichspartei*, qui comptait, il y a vingt ans, 736 000 suffrages, n'en obtient plus que 472 000 aujourd'hui, tandis que les conservateurs retrouvent, à peu de chose près, leur chiffre de 1887 (1 060 000 au lieu de 1 147 000). Toutefois, ces deux partis, qui, en 1887, recueillaient 25,64 % des suffrages exprimés, n'en comptent plus que 13,60 % en 1907. Cependant, le total de leurs sièges n'en représente pas moins 20,15 %, soit le cinquième de l'effectif du Reichstag.

Ce sont, en effet, les petites circonscriptions qui forment en partie le noyau de la clientèle électorale des *Deutsch-Konservative* et de la *Reichspartei*. Dans l'ensemble des *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants et qui ne forment que 11,50 % de

la population électorale allemande, les deux partis de droite recueillent plus du cinquième de leurs voix et un tiers de leurs mandats (26 sur 80). C'est également près du tiers des sièges (86) qui appartiennent aux petites circonscriptions. Au contraire, dans les grandes circonscriptions — celles qui renferment des villes de plus de 100 000 âmes — les conservateurs, unis à la *Reichspartei*, ne sont qu'une infime minorité. Ils y comptent à peine 178 000 voix et sont distancés de beaucoup par tous les autres grands partis : c'est à peine 6,60 % du total des suffrages exprimés. Ils n'ont jamais obtenu dans les grandes villes qu'un nombre très restreint de mandats, au plus 5 en 1887. Ils n'en avaient pas gardé un seul au dernier Reichstag, mais, en 1907, ils ont été assez heureux pour enlever aux *Sozial-Demokraten* les sièges de Breslau (Est) et de Barmen-Elberfeld conquis par la *Reichspartei*. On peut même y ajouter les sièges de Brunswick et de Cassel conquis, le premier par un candidat agricole, le second par un antisémite.

Il est naturel que les conservateurs et le parti de l'Empire, pivot de l'hégémonie prussienne, recrutent surtout leurs électeurs dans l'Est, région en majorité prussienne. En effet, sur le total de leurs 80 mandats, les pays de l'Est leur en donnent 66 avec 1 060 000 voix, soit les deux tiers de leur chiffre global. La base de leur recrutement est constituée par les provinces plus exclusivement protestantes de l'Est : Prusse orientale et occidentale, Poméranie, Brandebourg, sauf Berlin, acquis aux socialistes. Ces pays sont aussi plus exclusivement agricoles et la grande propriété y est maîtresse du sol. Dans ce seul groupe de provinces, auquel on peut joindre les États également protestants du Mecklembourg, les conservateurs avec la *Reichspartei* détiennent 46 mandats sur un total de 71, et ils y comptent 710 000 voix ou 46,52 % de leur effectif électoral. Les conservateurs proprement dits obtiennent dans ce seul groupe géographique près des deux tiers de leurs sièges (36 sur 59) et plus de la moitié de leurs suffrages (553 000 sur 1 060 000 en 1907). C'est là que, depuis la fondation de l'Empire, ce parti a trouvé ses plus solides assises.

Au contraire, dans l'Ouest et le Sud, les *Deutsch-Konservative* et la *Reichspartei* n'ont qu'un petit nombre de sièges et tout à fait isolés. Dans le Sud, ces partis, qui représentent surtout l'esprit prussien et sa prédominance, manquent de racines et n'ont qu'un nombre infime de représentants, exclusivement dans les districts de majorité protestante, par exemple dans la Franconie bavaroise ; ils trouvent ailleurs la concurrence des socialistes et des catholiques. Dans l'Ouest aussi, ils sont mis en échec par les mêmes partis ; de plus, dans cette région industrielle, le parti gouvernemental incline plus à gauche vers les nationaux-libéraux et les progressistes. En somme, de tous les grands partis allemands, ce sont les conservateurs et la *Reichspartei* qui ont le recrutement le plus régional.

2° *Les nationaux-libéraux.* — Les nationaux-libéraux forment aujourd'hui le centre du parti gouvernemental après en avoir été la gauche pendant fort longtemps. Ce parti, dont la classe dirigeante est la bourgeoisie industrielle et commerciale, a surtout pour but de concilier à la Prusse impériale les régions de l'Ouest et du Sud, réfractaires aux idées trop féodales ou protectionnistes des conservateurs. On sait que les nationaux-libéraux ont joué un rôle considérable dans la politique de Bismarck et dans l'œuvre de l'unité allemande. Leur influence se marque surtout dans les moments difficiles, qu'il s'agisse de faire ou consolider l'œuvre unitaire. Ainsi, en 1871, ce parti forme le groupe le plus puissant du Reichstag avec 155 représen-

tants (y compris 30 sièges du parti libéral de l'Empire, qui a du reste vite disparu), plus du tiers de l'Assemblée, et, aux élections de 1874, il atteint même le total de 158 mandats, les deux cinquièmes du Parlement, maximum que jamais jusqu'à ce jour un parti quelconque n'a obtenu en Allemagne. Mais une fois l'unité effectuée, l'influence du parti national-libéral baisse aux élections de 1881 et 1884 et il faut pour le vivifier la question du septennat militaire en 1887. Il se relève alors de sa dépression avec la rentrée en scène de l'homme d'État qui avait été son créateur, M. de Benningsen et, brusquement, du chiffre de 50 sièges où il était tombé, il remonte à 99. Il redevient — cette fois avec le centre — le parti le plus nombreux du Reichstag et le plus fort dans le pays avec un total de 1 678 000 suffrages. Puis il subit une nouvelle dépression et vient encore une fois, à l'appel du gouvernement, de se relever pour consolider l'œuvre impériale, au moins dans ses ambitions maritimes. Le nombre de ses sièges est sans doute bien moins considérable qu'il y a vingt ans (56 seulement); il pourrait, il est vrai, être plus élevé, vu la force numérique du parti, s'il ne se recrutait beaucoup dans des circonscriptions assez peuplées et partant inégalement représentées. Mais ce parti regagne presque le même chiffre de voix qu'en 1887, 1 637 000, soit 14,52 % des suffrages exprimés. C'est un gain de plus de 300 000 voix sur 1903 et de près de 700 000 sur 1898. Rien ne fait mieux sentir l'effort de la bourgeoisie allemande dans la lutte contre les *Sozial-Demokraten*.

Le parti national-libéral se recrute surtout dans les pays protestants de l'Ouest et du Sud. Il a peu de clientèle dans l'Est où l'influence appartient surtout aux conservateurs : c'est à peine s'il recueille, dans cette région, une dizaine de mandats avec 246 000 suffrages. Dans l'Ouest, au contraire, il compte près de 1 million de voix (990 000 exactement), soit 60,61 % de ses suffrages, et la moitié de ses représentants (28 sur 56); dans le royaume de Saxe et dans la Saxe prussienne, dans les États de Thuringe, il combat avec succès les socialistes; dans le Hanovre, il élimine presque totalement le parti guelfe. Dans le Sud, il y a encore environ 400 000 voix nationales-libérales dans les districts protestants de la Bavière (Haute-Franconie), du grand-duché de Bade et de la Prusse rhénane.

A la différence des conservateurs et de la *Reichspartei*, les nationaux-libéraux comptent un appoint respectable de voix dans les grandes villes. Ils y obtiennent plus du quart de leurs suffrages (480 000); aucun parti bourgeois n'atteint ce total et leur contingent y a plus que doublé depuis 1898. Il y a trente-trois ans, en 1874, les nationaux-libéraux détenaient 16 sièges dans les villes actuelles de plus de 100 000 habitants et ils en avaient encore 11 en 1887. Depuis, ils en avaient été progressivement évincés par les socialistes et, aux élections de 1903, ils n'y avaient plus un seul siège; mais, en 1907, ils ont réussi à reprendre pied victorieusement dans 5 circonscriptions : à Magdebourg, à Munich, à Dresde et Leipzig et à Brunswick. Ils n'ont succombé, dans plusieurs districts, comme à Karlsruhe, Mannheim, Bochum, etc., que par la coalition du centre et des socialistes.

Dans les petites circonscriptions, qui sont plutôt l'apanage des conservateurs ou du centre, les nationaux-libéraux n'ont qu'un faible chiffre de mandats, 8 seulement aujourd'hui et 125 000 voix. Leur recrutement s'effectue surtout dans les circonscriptions de population moyenne, où la bourgeoisie peut encore jouer un certain rôle.

(A suivre.)

Paul MEURIOT.
